

**[Texte]**

and turn the cynicism of governments and the public into constructive support.

While it may be argued that narrower arms control and disarmament issues such as those dealing with the strategic nuclear forces of the United States and the U.S.S.R. are best discussed in other bilateral fora, nevertheless the United Nations has continued to play a valuable role in the creation of the environment necessary for conflict resolution and even for nuclear arms control and disarmament.

The United Nations has contributed to collective security through the Security Council system. The record of the United Nations in bringing about peaceful settlements of disputes has not been as weak as is often claimed. The United Nations has contributed to the prevention of threats to the peace through conflict-avoidance measures.

Through concerted efforts by the United Nations and its member states, limited but important first steps in the forms of international arms-control agreements have been reached. Prominent among these are the 1959 Antarctic Treaty, the 1963 Partial Test Ban Treaty, the 1966 Outer Space Treaty, the 1967 Treaty of Tlatelolco, the 1968 Non-Proliferation Treaty, the 1971 Sea-Bed Treaty, the 1972 Biological Weapons Treaty, the 1977 Convention on Environmental Modification Techniques and the 1980 Convention on the Use of Certain Conventional Weapons.

The institute can undertake research into the feasibility of other multilateral arms-control treaties. Many of you participated in the two important special sessions of the General Assembly on disarmament. The first, which was held from May 23 to July 1, 1978, was the largest, most representative meeting of nations ever convened to consider the question of disarmament. The final document, which was adopted by consensus, was a call to action to reverse the present dangerous situation and to begin a new phase in disarmament efforts.

This program of action proposed a wide range of measures to enhance the security of all nations at progressively lower levels of armaments and stressed the central role and primary responsibility of the United Nations in the disarmament field in accordance with the charter.

From June 7 to July 10, 1982, the second special session on disarmament was held at the United Nations in New York. At that meeting, over 3,000 representatives from 450 non-governmental organizations in 47 countries around the world—including of course, Canada—participated in the session. Over 60 proposals and position papers by governments were circulated, dealing with such questions as nuclear disarmament and the prevention of nuclear war, the banning of nuclear weapons, the verification of disarmament agreements and the relationship between disarmament and development. The special session launched the World Disarmament Campaign with the purpose of informing, educating and generating public understanding and support of the objectives

**[Traduction]**

Nations Unies et transformer le cynisme des gouvernements et du public en un appui constructif.

Il y a un argument en faveur de cadres bilatéraux pour que la discussion des questions de contrôle des armements et du désarmement, plus limitées dans leur portée, comme le niveau des forces nucléaires stratégiques des États-Unis et de l'URSS, mais les Nations Unies ont contribué et peuvent continuer de contribuer à la création de l'environnement nécessaire pour la résolution des conflits et même le contrôle des armes nucléaires et le désarmement.

Les Nations Unies ont contribué à la sécurité collective grâce au Conseil de sécurité. L'expérience des Nations Unies relativement au règlement pacifique des conflits n'est pas aussi mauvaise qu'on le dit souvent. Les Nations Unies ont souvent contribué à prévenir des menaces à la paix grâce à des mesures de prévention.

Grâce aux efforts concertés des Nations Unies et de ses États membres, des étapes limitées, mais importantes, ont été atteintes sous la forme d'ententes internationales sur le contrôle des armements. Parmi les plus connues, il y a le Traité de 1959 sur l'Antarctique, le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais, le Traité de 1966 sur l'espace, le Traité de Tlatelolco de 1967, le Traité de 1968 sur la non-prolifération, le Traité de 1971 sur le lit de la mer, le Traité de 1972 sur les armes biologiques, la Convention de 1977 sur les techniques de modification de l'environnement, et la Convention de 1980 sur l'usage de certaines armes classiques.

L'institut pourrait faire de la recherche sur l'opportunité d'autres traités multilatéraux sur le contrôle des armements. Beaucoup d'entre vous ont participé aux deux importantes sessions extraordinaires de l'Assemblée générale sur le désarmement. La première, qui a été tenue du 23 mai au 1<sup>er</sup> juillet 1978, a été la réunion de nations la plus importante et la plus représentative jamais tenue sur le sujet du désarmement. Le document final, qui a été adopté par consensus, demandait des mesures en vue de renverser la situation dangereuse actuelle, ainsi que le début d'une nouvelle phase d'efforts de désarmement.

Ce programme d'action prévoyait un large éventail de mesures destinées à accroître la sécurité de toutes les nations à des niveaux d'armement progressivement moindre et insistait sur le rôle central et la responsabilité première des Nations Unies en matière de désarmement, conformément à sa charte.

La deuxième session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement s'est tenue à New York, du 7 juin au 10 juillet 1982. Lors de cette réunion, plus de 3,000 représentants de 450 organisations non gouvernementales provenant de 47 pays, y compris, bien entendu, le Canada, participèrent aux assises. On fit circuler plus de 60 propositions et énoncés de divers gouvernements portant sur des questions comme le désarmement nucléaire et la prévention de la guerre nucléaire, l'élimination des armes nucléaires, la vérification des ententes relatives au désarmement et les rapports entre le désarmement et le développement. La session extraordinaire fit démarrer la Campagne mondiale de désarmement visant à renseigner et à éduquer le public et à l'aider à comprendre et à appuyer les